

Questions orales

parole. Nous avons aujourd'hui un exemple classique de la part du ministre des Transports.

Hier, il a refusé de répondre aux questions qu'on lui a posées à la Chambre au sujet de l'avenir de VIA Rail. Ensuite, il est sorti à l'extérieur de la Chambre, et il a déclaré aux journalistes qu'il pourrait envisager de mettre fin purement et simplement au transport des passagers par chemins de fer.

Comment le ministre peut-il aller jusqu'à envisager la suppression totale du transport des Canadiens par chemins de fer à travers notre grand pays?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, ce que j'ai dit à la Chambre hier, et ce que j'ai dit à l'extérieur de la Chambre, c'est absolument la même chose. C'est ce que j'avais dit également le 3 mai 1989, dans un communiqué de presse, savoir que VIA Rail, dans la préparation de son nouveau plan, devrait considérer toutes les options possibles lui permettant d'opérer à l'intérieur du Budget.

Alors, ce que j'ai dit hier est exactement la même chose. C'est qu'à l'intérieur des options que VIA Rail devra nous proposer, elles devront toutes tenir en considération la possibilité de vivre à l'intérieur des nouveaux niveaux de référence et, encore une fois, je ne présume pas des conclusions de VIA Rail, mais je suis prêt à examiner celles qui me seront proposées.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, le ministre a été beaucoup plus franc à l'extérieur de la Chambre qu'il ne l'a été ici, à la Chambre.

• (1420)

[Traduction]

L'ANNULATION DE SERVICES DANS LE CANADA
ATLANTIQUE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Nous savons tous que le président de VIA Rail a démissionné parce qu'il ne pouvait pas accepter les projets du gouvernement de supprimer le service voyageurs dans les transports ferroviaires au Canada. N'est-il pas exact que ces plans d'entreprise comprennent l'annulation de tous les services ferroviaires dans la région de l'Atlantique, notamment les lignes Halifax-Sydney, Halifax-Saint John, Halifax-Yarmouth, Moncton-Edmundston, Moncton-Campbellton, Moncton-Charlottetown et Halifax-Montréal?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, j'aurais espéré que le chef de l'opposition suive la procédure normale et attende que VIA Rail nous fasse part de ces propositions quant à

l'avenir de la société. Il fait allusion à un document qui a fait l'objet d'une fuite et que ni le ministère des Transports ni moi n'avons reçu. Il devrait attendre, comme moi, que VIA Rail se manifeste officiellement avant de prendre une décision.

M. Turner (Vancouver Quadra): Cette réponse ne dupe personne. Le ministre ferait mieux de s'occuper de ses affaires et de se renseigner sur ce qui se passe à VIA Rail.

LE PRÊT DE LA BANQUE POUR L'EXPANSION DES
EXPORTATIONS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Selon la revue américaine *Passenger Transport*, Amtrak, le service voyageurs américain dans les transports ferroviaires, a acheté 100 wagons à la société canadienne Bombardier. La revue affirme que la commande est financée par l'entremise de la Société pour l'expansion des exportations du Canada.

Nous sommes tous en faveur de l'expansion des exportations. J'ai toutefois une question à poser au ministre: comment se fait-il que le gouvernement canadien ait assez d'argent pour financer l'achat de wagons canadiens par Amtrak, alors qu'il n'en a pas assez pour acheter des wagons pour le service voyageurs canadien?

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, je dois comprendre, évidemment. . . Je suis toujours heureux, d'ailleurs, quand le chef de l'opposition fait des références aux États-Unis, parce que cela se fait en fonction des dossiers, non pas en fonction de principes fondamentaux, parce qu'on a l'habitude de nous présenter tout ce qui se fait entre le Canada et les États-Unis comme devant être banni de ce pays. Or, soudainement, on retrouve, de la part du chef de l'opposition, dans l'argumentation qu'il vient de nous fournir, quelque chose qui va complètement à l'encontre des principes qu'il a développés précédemment.

Monsieur le Président, c'est très simple! Les compagnies canadiennes ont le droit et font affaires avec l'ensemble des compagnies qui permettent aux Canadiens de trouver des emplois, et je pense que ceci doit être encouragé. Cela n'a rien à voir, monsieur le Président, cependant, avec le niveau de référence que nous avons donné à VIA Rail. Encore une fois, le Canada ne peut plus se permettre de mettre 600 millions de dollars par année dans une société qui transporte 3 p. 100 des Canadiens.

Encore une fois, je répète ce que j'ai dit hier: Tout le monde est pour prendre le train, mais personne ne le prend.